



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 6 décembre 2013

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION ET DE SUIVI DE LA CARRIERE

SAS SEMC

COMMUNE DE HANCHES

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : SEMC
Forme juridique et capital : SAS au capital de 37 014,62 €
Siège social : chemin de la sablière Jaune – RN 20 – 91790 Boissy-sous-Saint-Yon
Responsable : FOURNIER Stéphane, Directeur général
SIRET : 389 770 660 00030

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Carrière à ciel ouvert
Situation : Commune de Hanches lieux-dits «La Garenne du Frêne» et «La mare à renault»
Surface : 13ha 31a 80ca
Actes administratifs : - Arrêté préfectoral d'autorisation du 10 janvier 2005 d'une durée de 21 ans,
- Arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2006 modifiant les conditions de remise en état de la carrière.

3. Objet de la demande

Par courrier du 19 septembre 2013, la SAS SEMC, représentée par M. FOURNIER, a sollicité la modification des conditions d'exploitation de sa carrière exploitée sur la commune de Hanches. Ces modifications concernent le plan de phasage et la hauteur maximale des fronts d'extraction.

La modification concernant le plan de phasage est motivée par un avancement plus rapide de l'extraction du à une activité soutenue durant la période [2008-2011] et à la présence de matériaux dans la zone centrale du site que la société ne peut déplacer. Un nouveau plan de phasage composé de 2 phases de 5 ans et une de 3 ans a donc été réalisé et le montant des garanties financières a été réévalué en prenant en compte l'indice TP01 de février 2013 (706,5).

Concernant la hauteur des fronts de taille, l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit que ceux-ci doivent avoir une hauteur maximale de 6m. Les fronts de taille existants sur site ont une hauteur comprise entre 6m et 9m. L'exploitant sollicite donc la possibilité d'exploiter le site en extrayant le sable sur des fronts de 9m de haut. Ainsi, au vu des cotes du terrain (environ 157m NGF) et de la cote maximale prévue dans l'autorisation pour le carreau de la carrière (128m NGF), l'exploitation serait réalisée en 4 fronts : le front de découverte entre 157m NGF et 155m NGF puis 3 fronts d'extraction compris entre 155m NGF et 128m NGF.

Une étude de stabilité réalisée par Sogéo Expert est jointe au dossier. Cette étude précise qu'en phase provisoire un coefficient de sécurité global de 1,26 (le coefficient de 1 correspond à la limite d'instabilité) peut être obtenu pour les trois fronts de 9m et le front de 2m si la pente maximale des fronts est de 63° et que la largeur des banquettes soit d'au moins 7m. L'exploitant s'engage à respecter ces dispositions.

4. Analyse de l'inspection des installations classées

La demande est faite en application de l'article R512-33 du Code de l'Environnement. Une activité soutenue durant 4 ans a entraîné un décalage sur le plan de phasage. Le nouveau plan de phasage proposé est cohérent au vu de la production autorisée et le montant des garanties financières pour chaque phase a été réévalué. Par ailleurs au vu de l'étude géotechnique le gisement présent dans cette carrière peut être exploité par paliers de 9m de haut.

Ainsi, l'Inspection des Installations Classées n'a pas d'objection à émettre.

5. Conclusion - Proposition

Au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles. Les articles II.1.A (garanties financières) et III.4.D.b (extraction en gradins) ainsi que les 4 annexes concernant l'état d'avancement de l'exploitation de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 doivent être modifiés.

Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du Code de l'Environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - de réserver une suite favorable à la demande de la SAS SEMC, conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.